

SEANCE DU 18 JUI 2018

Le dix-huit juin deux mil dix-huit à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MORTAGNE SUR GIRONDE se sont réunis à la Mairie, en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire le cinq juin deux mil dix-huit.

Etaient présents : M. FAURE Jean-Louis, Mme TIRBOIS Danièle, M. CAILLON Michel, M. GARECHE Ludovic, M. BOISSELEAU Guy, Mme MOUCHEL Françoise, Mme FLIN Muriel, M. TURPIN Mickael, Mme BERNARD Véronique, M. COTIER Stéphane, M. Arcadius EPAUD

Pouvoirs :

M FRESSIGNE Théodore à Monsieur BOISSELEAU Guy

M. LYS Sébastien à Mme MOUCHEL Françoise

Mme MARCHAND Réjane à Mme Lucile SAVARY

Mme TIRBOIS est nommée secrétaire de séance.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

2018JUI01

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, vote les subventions suivantes pour l'année 2018.

| SUBVENTIONS | Subvention allouée |
|-------------------------------|---------------------------|
| Les amis des bêtes | 100 |
| Les Par Chemins | 250 |
| Les moutonniers de l'Estuaire | 100 |
| Les Baladins de l'Estuaire | 300 |
| Judo Club | 150 |
| Comité des fêtes | 1000 |
| Association des Cabanes | 200 |
| AUPMG | 250 |
| SNSM | 500 |
| Boite à Coudre | 250 |
| Graines d'Estuaire | 200 |
| La Barbouille | 200 |
| FC2M (football) | 3000 |

| | |
|-------|-----|
| ACCA | 300 |
| ASLEM | 750 |

Les subventions concernant les écoles seront réexaminées à la rentrée scolaire en fonction des effectifs.

AFR

2018JUN02

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal accepte de verser 1000 € à l'AFR au titre de participation aux travaux de réfection de voirie 2018.

DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS à la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique – Aménagement des appartements de l'ancienne gendarmerie 2018JUN03

Par délibération du 18 décembre 2017, la commune de Mortagne sur Gironde a décidé de procéder à l'aménagement des appartements de l'ancienne gendarmerie.

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique a confirmé que l'opération envisagée était éligible à l'attribution d'un fonds de concours, et a demandé que lui soit fourni le plan de financement et la notification des subventions attribuées (éléments reçus par la CARA le 25 mai 2018).

Le coût total de cette opération s'élève à :

| Estimations | Montants |
|--|-----------------------|
| Montant total de l'opération (montant HT) | 89 741.93 € HT |
| Subventions accordées | |
| Conseil Départemental | 21 882.00 € |
| | |
| Total des subventions | 21 882.00 € |
| RESTE A LA CHARGE DE LA COMMUNE | 67 859.93 € |

Selon les critères d'attribution établis par la CARA, la commune de Mortagne sur Gironde (population DGF N-1 : 1185 habitants) peut solliciter un montant de fonds de concours représentant 50 % de la part résiduelle après subvention restant à la charge de la commune, et plafonné à 150 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de solliciter l'octroi du fonds de concours de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique pour le projet d'aménagement des appartements de l'ancienne gendarmerie,
- d'approuver la convention de versement du fonds de concours correspondante,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

DECISIONS MODIFICATIVES

* Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal vote la décision modificative (budget Commune) ci-après : 2018JUN04

| Chemin Rue des Moulins / Charmille Travaux compl. STPA | Dépenses |
|---|------------|
| Article 2135 Instal.géné.,agencement, aménagements des const Opération 195 | - 1 553.07 |
| Article 2151 Réseaux de voirie opération 187 | 1 553.07 |
| | |

* Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal vote la décision modificative (budget Commune) ci-après : 2018JUN08

| Finition chemin creux | Dépenses |
|--|------------|
| Article 023 virement à la section d'investissement | 3 471.60 |
| Article 615231 Voiries | - 3 471.60 |
| TOTAL Fonctionnement | 0.00 |
| Article 2151 Réseaux de voirie opération 196 | 3 471.60 |
| Total Dépenses Investissement | 3 471.60 |
| Article 021 Virement de la section de fonctionnement | 3 471.60 |
| Total Recettes Investissement | 3 471.60 |

* Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal vote la décision modificative n° 1 (budget PORT) ci-après : 2018JUN11

| Empierrement de terrain | Dépenses |
|--|----------|
| Article 2118 Autres terrains Opération 109 | 800.00 |
| Article 2135 Instal.géné., agencements,aménag des constructions opération 187 | -800.00 |
| | |

DETERMINATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DE CONSEILLER COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROYAN ATLANTIQUE SUITE A L'ELECTION ANTICIPEE DANS L'UNE DE SES COMMUNES MEMBRES

2018JUN05

1. Rappel du contexte

A l'occasion des élections générales de mars 2014, le conseil communautaire a été intégralement renouvelé :

- Sa composition avait été fixée par arrêté préfectoral du 21 octobre 2013 selon les dispositions de la Loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération (dite « Loi Richard »).

- Les conseillers communautaires installés à l'issue des élections de mars 2014 ont été désignés conformément à la Loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires (introduction du fléchage au suffrage universel direct).

La Décision n°2014-405 du Conseil Constitutionnel en date du 20 juin 2014 a sanctionné les accords locaux, et par jurisprudence, a empêché la constitution de nouveaux accords locaux à compter du 20 juin 2014, sans remettre en cause les accords locaux préexistants, ceux-ci perdurant au plus tard jusqu'aux élections municipales de 2020.

a) Ainsi, en cas d'élection anticipée dans l'une de ses communes membres, l'accord local concernant le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Royan atlantique devient caduc et la CARA devra recomposer son conseil communautaire en suivant la procédure de droit commun « post Loi NOTRe » ou en prenant un nouvel accord local.

b) Eu égard à la situation de la commune des Mathes, le Préfet de la Charente-Maritime, par courrier du 15 mai 2018, rappelle au Président de la CARA que les accords locaux validés avant la décision du Conseil constitutionnel du 20 juin 2014, ne peuvent être automatiquement maintenus.

2. Accord légal défini par les textes

a) La Loi n°2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire a rétabli la possibilité de conclure des accords locaux, tout en encadrant plus fermement la notion de respect du poids de population pour définir le nombre de sièges de chaque commune. Les cinq grands principes de cette loi sont rappelés ci-après :

- Le nombre total de sièges attribués grâce à l'accord local ne peut pas dépasser un maximum obtenu en majorant de 25 % le nombre de sièges qui aurait été attribué hors accord local en application des III et IV de l'article L. 5211-6-1 du CGCT.
- Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale en vigueur de chaque commune.
- Chaque commune dispose d'au moins un siège.
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié du total des sièges.
- Sous réserve du respect des deux précédents alinéas, la part de sièges attribuée à chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population de la communauté, sauf dans le cadre de deux exceptions.

b) à défaut d'accord local, dans les communautés d'agglomération, la composition de l'organe délibérant est établie par les III à VI de l'article L5211-6-1 du CGCT selon les principes suivants, dit de droit commun :

- 1°) l'attribution des sièges à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale, en fonction du tableau fixé au III de l'article L5211-6-1 du CGCT, garantit une représentation essentiellement démographique.
- 2°) l'attribution d'un siège à chaque commune membre de l'établissement public de coopération intercommunale assure la représentation de l'ensemble des communes.

3°) Dans les communautés d'agglomérations, si les sièges attribués sur le fondement du 2°) du IV excèdent 30% du nombre de sièges définis au 2°alinéa du III, 10% du nombre total des sièges issus de l'application des III et IV sont attribués aux communes selon les modalités prévues au IV de l'article L5211-6-1 du CGCT.

3. Choix accord local ou droit commun

1°) Possibilité de parvenir à un accord local de représentation pour la CARA : **pour 58 sièges.**

L'accord des communes doit être exprimé par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres.

2°) à défaut d'accord local de représentation, c'est le droit commun qui s'impose. Le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire sont établis selon les modalités prévues aux II à VI de l'article L5211-6-1 du CGCT. Leur application conduit à une assemblée délibérante **composée de 63 sièges, ainsi répartis :**

| COMMUNE | POP° | ACTUEL | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN vs ACTUEL |
|--------------------------|--------|--------|--------------|------------------------|
| ROYAN | 18 393 | 13 | 14 | +1 |
| SAUJON | 7 202 | 5 | 5 | +0 |
| SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE | 5 268 | 4 | 4 | +0 |
| TREMBLADE (LA) | 4 641 | 4 | 3 | -1 |
| SAINT-PALAIS-SUR-MER | 3 875 | 3 | 3 | +0 |
| VAUX-SUR-MER | 3 777 | 3 | 2 | -1 |
| ARVERT | 3 384 | 3 | 2 | -1 |
| SAINT-SULPICE-DE-ROYAN | 3 113 | 2 | 2 | +0 |
| MESCHERS-SUR-GIRONDE | 3 087 | 3 | 2 | -1 |
| MÉDIS | 2 849 | 2 | 2 | +0 |
| BREUILLET | 2 777 | 2 | 2 | +0 |
| ETAULES | 2 379 | 2 | 1 | -1 |
| SEMUSSAC | 2 337 | 2 | 1 | -1 |
| COZES | 2 130 | 2 | 1 | -1 |
| MATHES (LES) | 1 945 | 2 | 1 | -1 |
| SAINT-ROMAIN DE BENET | 1 689 | 2 | 1 | -1 |
| CHAILLEVETTE | 1 531 | 2 | 1 | -1 |
| SABLONCEAUX | 1 400 | 1 | 1 | +0 |
| SAINT-AUGUSTIN | 1 329 | 1 | 1 | +0 |
| CORME ECLUSE | 1 100 | 1 | 1 | +0 |
| MORTAGNE-SUR-GIRONDE | 915 | 1 | 1 | +0 |
| GRÉZAC | 914 | 1 | 1 | +0 |
| EGUILLE-SUR-SEUDRE (L') | 879 | 1 | 1 | +0 |
| ÉPARGNES | 866 | 1 | 1 | +0 |
| MORNAC-SUR-SEUDRE | 824 | 1 | 1 | +0 |
| CHAY (LE) | 763 | 1 | 1 | +0 |
| ARCES/GIRONDE | 734 | 1 | 1 | +0 |

| | | | | |
|--|-----|---|---|----|
| CHENAC ST SEURIN | 583 | 1 | 1 | +0 |
| BARZAN | 471 | 1 | 1 | +0 |
| FLOIRAC (ST Romain/Gironde) commune nouvelle | 375 | 2 | 1 | -1 |
| BRIE-SOUS-MORTAGNE | 232 | 1 | 1 | +0 |
| BOUTENAC-TOUVENT | 221 | 1 | 1 | +0 |
| TALMONT-SUR-GIRONDE | 105 | 1 | 1 | +0 |

| | | | | |
|-------------------------------------|---------------|-----------|-----------|------------|
| POPULATION MUNICIPALE TOTALE | 82 088 | 73 | 63 | -10 |
|-------------------------------------|---------------|-----------|-----------|------------|

Le Préfet précise également dans son courrier, du 15 mai 2018, que :

- la commune issue de la fusion entre **Floirac et Saint-Romain-sur-Gironde** qui avait toujours 2 conseillers communautaires (les 2 élus qui représentaient jusqu'à la fusion chacune des communes), n'en aura désormais plus qu'un en proportion de sa population globale.

- le **Conseil municipal des Mathes** n'étant pas constitué d'au moins la moitié de ses membres, il ne pourra valablement délibérer, dès lors que la condition du quorum prévue par l'article L.2121-7 du CGCT n'est pas remplie.

4. Délai de prise des délibérations

Dans son courrier, le Préfet de Charente-Maritime précise également que compte tenu des délais particulièrement contraints, liés à la toute proche période estivale, il est amené à retenir la date du 10 juin pour la convocation des électeurs de la commune des Mathes, et souhaite recevoir la proposition de répartition des sièges validées par les communes membres de la CARA dans les meilleurs délais.

Il stipule que les communes membres ont jusqu'au 17 juin 2018 (2 mois à compter du 17 avril, date à laquelle le Conseil municipal des Mathes a perdu les 2/3 de ses membres) pour déterminer une composition du Conseil communautaire de droit commun ou en vertu d'un accord local.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- après avoir délibéré,

DECIDE

- afin de pouvoir conserver une plus grande répartition de sièges au sein du Conseil communautaire, le Conseil municipal fixe à 63 sièges, dans le cadre du droit commun, la composition de l'assemblée délibérante de la CARA, selon la répartition suivante :

| COMMUNE | POP° | ACTUEL | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN vs ACTUEL |
|---------|--------|--------|--------------|------------------------|
| ROYAN | 18 393 | 13 | 14 | +1 |

| | | | | |
|--|-------|---|---|----|
| SAUJON | 7 202 | 5 | 5 | +0 |
| SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE | 5 268 | 4 | 4 | +0 |
| TREMBLADE (LA) | 4 641 | 4 | 3 | -1 |
| SAINT-PALAIS-SUR-MER | 3 875 | 3 | 3 | +0 |
| VAUX-SUR-MER | 3 777 | 3 | 2 | -1 |
| ARVERT | 3 384 | 3 | 2 | -1 |
| SAINT-SULPICE-DE-ROYAN | 3 113 | 2 | 2 | +0 |
| MESCHERS-SUR-GIRONDE | 3 087 | 3 | 2 | -1 |
| MÉDIS | 2 849 | 2 | 2 | +0 |
| BREUILLET | 2 777 | 2 | 2 | +0 |
| ETAULES | 2 379 | 2 | 1 | -1 |
| SEMUSSAC | 2 337 | 2 | 1 | -1 |
| COZES | 2 130 | 2 | 1 | -1 |
| MATHES (LES) | 1 945 | 2 | 1 | -1 |
| SAINT-ROMAIN DE BENET | 1 689 | 2 | 1 | -1 |
| CHAILLEVETTE | 1 531 | 2 | 1 | -1 |
| SABLONCEAUX | 1 400 | 1 | 1 | +0 |
| SAINT-AUGUSTIN | 1 329 | 1 | 1 | +0 |
| CORME ECLUSE | 1 100 | 1 | 1 | +0 |
| MORTAGNE-SUR-GIRONDE | 915 | 1 | 1 | +0 |
| GRÉZAC | 914 | 1 | 1 | +0 |
| EGUILLE-SUR-SEUDRE (L') | 879 | 1 | 1 | +0 |
| ÉPARGNES | 866 | 1 | 1 | +0 |
| MORNAC-SUR-SEUDRE | 824 | 1 | 1 | +0 |
| CHAY (LE) | 763 | 1 | 1 | +0 |
| ARCES/GIRONDE | 734 | 1 | 1 | +0 |
| CHENAC ST SEURIN | 583 | 1 | 1 | +0 |
| BARZAN | 471 | 1 | 1 | +0 |
| FLOIRAC (ST Romain/Gironde) commune nouvelle | 375 | 2 | 1 | -1 |
| BRIE-SOUS-MORTAGNE | 232 | 1 | 1 | +0 |
| BOUTENAC-TOUVENT | 221 | 1 | 1 | +0 |
| TALMONT-SUR-GIRONDE | 105 | 1 | 1 | +0 |

POPULATION MUNICIPALE TOTALE

82 088

73

63

-10

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents permettant l'application de cette décision.

ENTREPRISE MIGNOT

2018JUN06

Le maire expose au Conseil Municipal que la société ECH MIGNOT a été intégrée au sein du groupe ALAIN MACE ENTREPRISES.

Les conditions du contrat signé avec l'entreprise MIGNOT sont strictement les mêmes et le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, autorise le Maire à signer ce nouveau contrat.

CONCESSION CIMETIERE

2018JUN10

Nous sommes toujours à la recherche de places supplémentaires pour notre cimetière. Un caveau peut être réutilisé conformément à la procédure et le maire propose de faire réaliser 4 emplacements doubles aménagés en 2 fosses murées avec plafond de fermeture.

Le total de la dépense s'élève à 2 720 € TTC.

Dans ces conditions, la commune proposera l'achat de la concession double au tarif habituel (34.20 € le m² pour 2018) augmenté de 700 € par emplacement + un droit de timbre (25 €).

Ces concessions seront limitées à 30 ans.

En cas de prolongation de la concession le tarif sera limité au tarif au m² en vigueur + droit de timbre.

SOLURIS (RGPD/DPO)

2018JUN07

La commune doit se mettre en conformité avec le Règlement européen sur la protection des données personnelles « RGPD ».

Le comité syndical de SOLURIS a validé le 22 mars dernier la création d'un nouveau service d'accompagnement des collectivités au respect du RGPD. Ce service est financé par la cotisation annuelle (c'est-à-dire sans surcoût spécifique).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte ce contrat d'accompagnement à la protection des données à caractère personnel et autorise le Maire à signer les documents nécessaires.

MODIFICATION DU REGLEMENT DU PORT

2018JUN13

A l'unanimité des membres présents et représentés, le règlement du port (voté le 20 février 2017) est complété comme suit :

Article 1-2 : Définition géographique de la zone portuaire

Le Port de MORTAGNE SUR GIRONDE comprend :

- * bassin à flot
- * portes
- * Chenal

* Terrains adjacents propriété du PAB données en concession à la commune de MORTAGNE SUR GIRONDE *dont 2 zones de circulations automobiles : Quai de l'Estuaire et Quai des Pêcheurs*

Chapitre X : Divers

Article 10.4 : Infractions

L'agent assermenté (M. DONOT Stéphane) est habilité :

- 1) à constater les infractions au code de la route sur la voirie de la zone portuaire telle que définie à l'article 1-2 et à en dresser procès-verbal.
- 2) à constater les infractions suivantes :

- non-respect des arrêtés municipaux concernant la zone portuaire
- non-respect du règlement propre aux activités nautiques et portuaires

Le montant des amendes applicables fera l'objet d'une délibération spécifique.

REGLEMENT PARTICULIER DE POLICE DU PORT

2018JUN12

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal décide que l'amende applicable aux infractions constatées par l'agent assermenté est de 30 €.